

tout en conservant leur personnalité propre, un peu à la manière d'une grande famille avec des enfants de caractère différent mais unis pour une meilleure vie familiale.

Chacune des provinces se voit frustrer de son identité, en un mot, chacune conserve son autonomie dans sa vie intérieure pour mieux participer à cette union économique prônée par les Pères de la Confédération. Lorsque nous parcourons l'histoire depuis le début de la Confédération, nous nous rendons vite compte combien chacune des provinces du Canada a plaidé en faveur de son autonomie. Les jeunes des provinces anglaises ont l'impression qu'il n'y a que le Québec qui lutte pour garder son autonomie, ce qui est absolument faux. Je vais en surprendre plusieurs en disant que c'est un premier ministre de l'Ontario, M. Mowat, qui engagea les premiers débats en faveur de l'autonomie de sa province du Haut-Canada, par crainte du Québec, le Bas-Canada, qui était aussi beaucoup plus peuplé que le Haut-Canada.

Voici une autre surprise: la Nouvelle-Écosse, en 1886, avec le premier ministre Fielding qui saisit l'Assemblée de la province d'un projet de loi favorisant la sécession de sa province, parce qu'il voyait l'autonomie de cette province menacée. Tout ceci fut provoqué par les idées un peu trop centralisatrices du très honorable premier ministre du Canada de l'époque, M. Macdonald. L'histoire se répète, monsieur l'Orateur. Le spectre du gouvernement fédéral centralisateur a toujours planer sur les provinces et la situation s'est aggravée encore davantage, comme une menace à l'unité canadienne, depuis la venue de ce gouvernement qui ne cesse d'envahir les territoires et les juridictions provinciales en s'emparant de tous les meilleurs champs de taxation pour mieux s'en servir. Voilà le vrai portrait politique et économique du Canada aujourd'hui. Et ce qu'il y a de pire, c'est que l'usurpateur ne veut plus quitter les territoires qu'il a violés pour s'en emparer hypocritement par la porte derrière. C'est cela qui met l'unité nationale en péril, monsieur l'Orateur. Le gouvernement fédéral, créé par les provinces pour se voir confier des secteurs bien définis par ces mêmes provinces, est devenu le dictateur de ses créateurs. Pour en arriver à la dictature bureaucratique fédérale que nous vivons aujourd'hui, il y a eu trois étapes: de 1867 à 1887, ce fut celle des lieutenants-gouverneurs qui faisaient la relation entre les provinces et le gouvernement fédéral; de 1887 à 1937, il y a eu les conférences interprovinciales auxquelles le gouvernement fédéral était exclu; de 1937 à 1967, ce fut l'époque des conférences administratives au niveau des fonctionnaires fédéraux et provinciaux. C'était la belle époque du fonctionnarisme pour aboutir enfin aux conférences fédérales-provinciales que nous connaissons aujourd'hui et où les fonctionnaires jouent encore le rôle prioritaire. Selon certains critiques autorisés, ces conférences ne furent et ne sont de plus en plus que des compromis économiques. En résumé, ces réunions sont des querelles sans fin pour déterminer qui pourra taxer le plus et contrôler davantage. Toutes les provinces, monsieur l'Orateur, veulent reconquérir l'entière autonomie de leur juridiction respective. Pour la reconquérir, il leur faut reprendre leur droit exclusif dans la taxation directe.

Toutefois, le gouvernement fédéral ne veut plus sortir d'un domaine qui lui rapporte tant d'argent. La seule solution possible est donc une réunion interprovinciale afin de ramener le gouvernement fédéral dans le droit chemin. Nous proposons donc une assemblée constituante de toutes les provinces,

L'Adresse—M. Gauthier (Roberval)

comme au début de l'existence de la Confédération d'ailleurs, afin que celles-ci déterminent les nouveaux secteurs qu'elles veulent mettre en commun et désignent encore une fois le gouvernement fédéral comme administrateur de ces secteurs.

● (1502)

Je suis convaincu que ce n'est qu'à partir de là que nous pourrions vivre dans l'harmonie et dans une nouvelle union économique qui respectera l'autonomie intégrale de chacune des provinces. Nous aurons un Canada fort à la seule condition que tous ses membres, les provinces, soient en excellente santé, fortes et libres à l'intérieur de leur vie provinciale.

Lorsque le très honorable premier ministre parle du mécontentement que l'on constate dans tout le Canada, il laisse entendre que ce n'est que depuis le 15 novembre 1976, avec l'avènement du Parti Québécois au pouvoir, qu'une telle situation existe. Le premier ministre n'a même pas pressenti les années de frustrations que la population du Québec a vécu sous l'ancien régime du premier ministre Bourassa, qu'on est allé jusqu'à traiter de mangeur de *hot dogs* quand il tardait à s'incliner devant le gouvernement fédéral.

L'explosion du 15 novembre fut un sentiment d'écoeurement général, sur le plan économique d'abord. Est-il possible de bien comprendre cela? Et c'est la dictature fédérale qui a provoqué ce sentiment parce que le gouvernement actuel ne respectait même plus celui que les Québécois avaient choisi démocratiquement. Chaque jour, la dictature fédérale se manifestait plus menaçante sur le Québec qu'elle semblait traiter comme une région de seconde zone sans que notre premier ministre ne puisse riposter.

Bien sûr, le réveil du 15 novembre fut brutal, mais quand un homme est éveillé à coups de pied, quelle sorte de réveil voulez-vous qu'il ait, monsieur l'Orateur? C'est dur ce que je dis, mais c'est à contrecœur que je le fais. Mon seul but est d'éveiller la conscience d'un gouvernement si cela est encore possible, de lui ouvrir les yeux sur la réalité afin de cesser de précipiter la destruction du Canada dans le seul but de gagner la face.

Monsieur le président, cette partie de boxe entre deux pugilistes, Lévesque et Trudeau, doit prendre fin, alors que l'un attend le prochain coup de l'autre, se répondant à coups de référendums sans définir clairement ce que seront ces référendums. Et la population assiste impuissante à cette lutte fratricide. Je dis que le peuple canadien est impuissant parce que les seuls arbitres sont les gouvernements des provinces qui doivent se réunir au plus tôt afin de présenter des solutions concrètes qui satisferont la province de Québec pour qu'elle trouve son intérêt économique dans la constitution renouvelée. On l'a d'ailleurs fait pour la Nouvelle-Écosse en 1886 lorsque cette dernière a menacé de quitter la Confédération. Aux mêmes maux, les mêmes remèdes, parce que l'aspiration des peuples ne change pas, monsieur l'Orateur. Ils veulent tout simplement plus de liberté.

Le premier ministre s'est apitoyé sur le peuple canadien, en particulier sur le groupe anglophone, en disant que le Canada passe par une période bien sombre. Je suis heureux que le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis) l'autre jour ait parlé du cas du Manitoba. Il l'a fait avec une grande timidité, mais il l'a mentionné quand même. Pour un anglophone, c'est magnifique. Le premier ministre a-t-il seulement lu notre histoire de la fin du XIX^e siècle?